

# **Conférence mondiale de l'ICEM pour l'industrie chimique et pharmaceutique**

**Port of Spain, Trinidad and Tobago**

**29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2006**

## **Rapport global**



**Rédigé par Michael Wolters, Responsable du secteur**

## **Sommaire**

### **Introduction**

- 1. Les différents secteurs d'activités**
  - 1.1. Crop Science et agrochimie
  - 1.2. Peintures et laques
  - 1.3. Gaz industriels
  - 1.4. Produits de soins corporels et de nettoyage domestique
  - 1.5. Matières plastiques et polymères
  - 1.6. Fibres synthétiques
  - 1.7. Industrie pharmaceutique
  - 1.8. Spécialités chimiques
  
- 2. Politique industrielle**
  - 2.1. Responsible Care et développement durable
  - 2.2. SAICM
  - 2.3. REACH
  - 2.4. Coûts de l'énergie et des matières premières
  - 2.5. Biotechnologie
  
- 3. Défis pour les organisations syndicales**
  - 3.1. Fusions et acquisitions d'entreprises
  - 3.2. Les prévisions : des marchés différents – des emplois différents
  - 3.3. Dialogue social en Europe / EMCEF et ECEG
  
- 4. Les syndicats organisent la solidarité mondiale**
  - 4.1. Accords mondiaux: Rhodia, France
  - 4.2. Réseaux syndicaux mondiaux
    - 4.2.1. *BASF*
    - 4.2.2. *DuPont*
    - 4.2.3. *Novartis*
    - 4.2.4. *Réseau de l'industrie pharmaceutique*
  - 4.3. Actions de solidarité

## Introduction

L'industrie chimique et pharmaceutique est aujourd'hui un des secteurs d'activités industrielles les plus importants du monde. La recherche dans le domaine de la santé, les nouveaux matériaux et la mise en œuvre de technologies d'avenir et non polluantes sont des concepts clés qui lui confèrent ce rôle proéminent et qui mettent aussi en exergue la responsabilité particulière qui lui revient.

Selon les chiffres de l'OIT, l'industrie chimique et pharmaceutique emploie quelque 14 millions de salariés dans le monde. En 2004, les entreprises de ce secteur ont réalisé ensemble un chiffre d'affaires de 1776 milliards d'euros au niveau mondial.

L'industrie chimique fait aussi partie des secteurs les plus internationalisés. Souvent, elle assume un rôle de pionnier pour tout ce qui concerne les évolutions en matière de division internationale du travail. En voici quelques exemples récents:

- Les centres de recherche de l'industrie pharmaceutique sont concentrés à proximité des principales universités, notamment sur la côte est des Etats-Unis.
- Les essais cliniques sont de plus en plus souvent effectués en Inde en raison des coûts moins élevés des personnes testées et de la disponibilité simultanée de personnel médical hautement qualifié.
- La première phase des activités en aval dans la pétrochimie est progressivement et irrémédiablement délocalisée dans les pays du Moyen-Orient.

En outre, les organisations syndicales et leurs militants sont confrontés à des « marchandages » de plus en plus importants entre les groupes multinationaux. On rachète des entreprises concurrentes ou l'on cède certains domaines d'activités qui, selon l'avis des responsables, ne font plus partie du métier de base. Ceci génère de l'incertitude auprès de travailleurs qui doivent fréquemment payer l'addition par le fait qu'ils perdent leur emploi, surtout si les stratégies des dirigeants, élaborées par des consultants chèrement payés, échouent.

Cette rapide évolution a, entre autres, entraîné la disparition des noms et des structures de certaines entreprises connues dans le monde entier. En voici quelques exemples:

- Hoechst (D)
- Rhône-Poulenc (F)
- Ciba-Geigy (CH)
- Union Carbide (USA)

D'autres entreprises mondiales sont apparues à la suite de prises de contrôle ou de l'émergence de régions à forte croissance, dont voici quelques exemples:

- Koch Industries (USA)
- Huntsman (USA)
- Ineos (Royaume-Uni)
- Sabic (Arabie saoudite)
- Sinopec (RP Chine)
- Dr. Ranbaxy (Inde)

L'émergence sur le marché mondial d'un nombre de plus en plus important de groupes indiens et chinois n'est pas un hasard. La croissance économique vertigineuse dans ces deux pays les plus peuplés du monde n'a pas uniquement incité les plus grands groupes chimiques du monde à y établir des unités de production. En même temps, des entreprises autochtones acquièrent de plus en plus de parts de ces entreprises étrangères, au point qu'elles sont devenues des concurrents de premier ordre sur les marchés les plus importants du monde.

Ceci est aussi le cas pour les entreprises du Proche et du Moyen-Orient, qui profitent de leurs énormes réserves de pétrole et de gaz naturel pour réaliser elles-mêmes les premières phases de transformation sur le site de l'extraction et ensuite fournir ces produits semi-transformés à l'Europe et à l'Asie.

Ceci n'est ici que quelques aspects saillants types de l'évolution de ce secteur d'activités. Toutes les organisations syndicales du monde entier en sont concernées sous une forme ou une autre. Ceci représente un défi en matière de politique industrielle et syndicale. Ce sont tous ces problèmes que le présent rapport vise à décrire.

## 1. Les différents secteurs d'activités

Dans le présent rapport, nous décrivons la situation actuelle des différents secteurs d'activités en mettant en exergue les défis pour les évolutions futures. Le Secrétariat de l'ICEM n'a pas jugé utile d'établir une rétrospective chronologique remontant jusqu'à la dernière conférence mondiale de l'ICEM consacrée à l'industrie chimique et pharmaceutique organisée en 2001, à l'exception de certains aspects partiels devant être évoqués pour mieux cerner la situation actuelle. Par ailleurs, les changements successifs à la tête de la Section ne constituent qu'un aspect parmi d'autres.

Le Secrétariat de l'ICEM souhaite surtout utiliser cette prochaine conférence de manière constructive en y engageant un débat en vue d'analyser les évolutions futures et de formuler un plan d'action pour les années à venir. C'est à partir de ce débat qu'il faudra définir et délimiter notre action en matière de politique industrielle et syndicale au niveau mondial.

### 1.1.1. Crop Science (phytotechnie) et agrochimie

Avec les fusions entre Ciba-Geigy et Sandoz pour fonder Novartis (1996) et entre Rhône-Poulenc et Hoechst pour créer Aventis (1999), l'industrie chimique a changé de cap. Au lieu de continuer à offrir une gamme de produits aussi vaste que possible, les groupes se sont concentrés sur certains domaines d'activités bien précis. L'idée du soit-disant groupe des sciences de la vie a incité les groupes en question à créer dans un premier temps des entreprises pharmaceutiques et agrochimiques. Après quelques années, ce concept fut bien vite abandonné et les activités dites « Crop Science » ou phytotechniques et agrochimiques furent externalisées.

Ceci a entraîné une concentration supplémentaire d'entreprises des secteurs des semences et du domaine phytosanitaire. Aujourd'hui six groupes multinationaux contrôlent environ 80 % du marché mondial.

<b>Entreprises</b>	<b>Parts de marché 2005</b>
<b><i>Syngenta (CH)</i></b>	<b>18,5 %</b>
<b><i>Bayer (D)</i></b>	<b>16,8 %</b>
<b><i>Monsanto (USA)</i></b>	<b>14,5 %</b>
<b><i>DuPont (USA)</i></b>	<b>11,5 %</b>
<b><i>BASF (D)</i></b>	<b>9,4 %</b>
<b><i>Dow Chemical (USA)</i></b>	<b>7,7 %</b>
<b><i>Autres</i></b>	<b>21,6 %</b>

Source: Wirtschaftswoche, 19.09.2006

Syngenta et Monsanto se consacrent exclusivement aux activités agrochimiques. Par contre, les quatre autres groupes sont actifs dans différents domaines de la chimie, pour lesquels elles n'assument toutefois qu'une partie de la responsabilité économique.

Ainsi, en septembre 2006, le dirigeant responsable de BayerCropScience, annonça la suppression de 1900 emplois sur les 19.000 que le groupe compte dans le monde. Il a justifié cette décision par le fait que le taux de rentabilité n'avait atteint que 22 % et non les 25 % prévus, chiffre qui laisse rêveur les autres branches de la chimie et les autres secteurs d'activités. Il semblerait toutefois que la division phytosanitaire de BASF aurait déjà atteint ce taux de rentabilité. Le groupe Syngenta, qui compte aussi 19.000 salariés dans le monde, a également annoncé qu'il allait en supprimer 500.

Ces sont les produits phytosanitaires conventionnels (herbicides, insecticides, fongicides et pesticides) qui continuent à fournir l'essentiel du chiffre d'affaires. Toutefois, les grands groupes sont de plus en plus enclins à céder des activités arrivées à maturité et peu rentables à des entreprises plus petites implantées dans des pays en voie de développement ou alors à alléger leur portefeuille en réduisant de manière considérable leur gamme de produits.

En même temps, l'on constate à nouveau une augmentation des activités de recherche et de développement de nouvelles substances. Dans ce contexte, il est intéressant de noter que, d'après le consultant Agranova (ICIS Chemical Business, 12 – 18 juin 2006), de plus en plus de nouveaux produits proviennent du Japon.

Par ailleurs, on note aussi un regain d'activités dans le secteur des semences. Ce sont les grandes entreprises qui rachètent des entreprises du secteur des semences, plus particulièrement aux Etats-Unis. Il est certain que ce secteur d'activités va prendre de l'ampleur au cours des années à venir.

Dans beaucoup de pays industrialisés, la culture de plantes génétiquement modifiées se développe très rapidement et de manière inaperçue, sans subir le contre-coup des réticences de l'opinion. En 2000, les superficies de plantes génétiquement modifiées étaient de 44,2 millions d'hectares dans le monde. En 2005, cette superficie a doublé pour atteindre les 90 millions d'hectares!

Les superficies cultivées se répartissent comme suit :

<b>Pays</b>	<b>Parts en %</b>
USA	59 %
Argentine	20 %
Canada	6 %
Brésil	6 %
Chine	5 %
Autres	4 %

Source: VCI; Mai 2006

Malgré les efforts considérables déployés en faveur du génie génétique, des parties importantes des populations restent extrêmement méfiantes envers les denrées alimentaires génétiquement modifiées, plus particulièrement dans les pays industrialisés. Les réactions à la suite de la contamination d'un riz long américain par le riz LL 601 génétiquement modifié du groupe Bayer en fournit la preuve flagrante.

Toutefois, dans les cas où les plantes génétiquement modifiées ne sont pas destinées à la consommation humaine mais à la production d'autres matériaux

(notamment des matières plastiques biodégradables ou des huiles végétales pour la production de bio-diesel), le génie génétique vert représente un domaine de croissance prisé par ces groupes.

*C'est pourtant ce secteur qui fait aussi l'objet de vives critiques de la part de l'opinion publique. En effet, certains rapports sur l'utilisation de produits phytosanitaires dangereux pour la santé (aux Etats-Unis, plusieurs plaintes ont été déposées contre DuPont et son fongicide Benlate, qui entre temps a été retiré du marché), ainsi que d'autres rapports indiquant qu'en Inde l'on fait travailler les enfants pour mettre en place les semis dans les champs, tout comme le scepticisme notoire en Europe et en Asie face à la manipulation des gènes végétaux, ternissent la réputation de ces sociétés, ce qui en partie provoque des effets immédiats sur le développement de leurs activités, c'est-à-dire sur leur classement sur le plan financier.*

*Certains groupes, tels que Syngenta, assument leur responsabilité et sont prêts à engager un débat avec les ONG et les organisations syndicales. C'est une occasion à saisir pour négocier avec l'ICEM des accords cadres mondiaux.*

## 1.2. Peintures et laques

Depuis le début du nouveau millénaire, le secteur des peintures et laques continue à se développer. Contrairement à d'autres domaines de la chimie lourde, il bénéficie des effets du boom ininterrompu dans le secteur de la construction dans le monde entier. Quelques groupes mondiaux dominent ce secteur. Ils ne produisent pas uniquement des peintures et des laques pour l'intérieur et l'extérieur, mais sont aussi actifs dans d'autres domaines de la chimie. Akzo Nobel, BASF ou PPG en sont des exemples. Par contre d'autres sociétés présentes sur ce segment se sont spécialisées dans des produits très particuliers.

Ci-dessous, les dix groupes les plus importants, classés en fonction de leur chiffre d'affaires en 2005 :

Rang	Groupe	Pays	Effectifs	Chiffre (pas uniquement peintures!)	Autres activités
1	Akzo Nobel	NL	61.340	15,4 Md \$ US	Producteur de sels, Chimie pour le papier, substances ignifuges et pharmacie (Organon)
2	PPG	USA	30.800	10,2 Md \$ US	Chimie chlore/alcali, verre plat
3	Sherwin-Williams	USA	29.434	7,19 Md \$ US	Uniquement chimie de peinture avec réseau de distribution propre
4	DuPont Coatings & Color Technologies	USA		6,15 Md \$ US	Premier producteur mondial de peintures automobiles et de dioxyde de titane
5	Imperial Chemical Industries	UK	31.910	10,0 Md \$ US	Amidon, colles industrielles, arômes et substances odorantes (Quest)

6	BASF AG	D	80.945	50,6 Md \$ US	Mat. plastiques, Produits haute technicité, chimie de base, extraction de pétrole et de gaz (Wintershall) et agrochimie.
7	Valspar	USA	7.540	2,71 Md \$ US	Presque exclusivement producteur de peintures et de laques
8	SigmaKalon	NL	10.000	2,32 Md \$ US	Spin-off de Total, producteur de peintures pour différentes applications
9	Nippon Paint	J	2.152	1,88 Md \$ US	Uniquement producteur de laques et peintures.
10	RPM	USA	9.213	3,00 Md \$ US	Peintures, laques et autres matériaux de construction pour bricoleurs

### 1.3. Gaz industriels

Depuis longtemps, la demande en gaz industriels est croissante. Ceci est dû aux nombreux domaines d'application. On constate d'une part que les groupes chimiques déploient à l'heure actuelle d'importantes activités de construction dans tous les secteurs. Dans tous les cas, ces nouveaux complexes chimiques doivent être approvisionnés en gaz industriels, soit par des véhicules citernes ou alors on construit des installations de décomposition d'air. Pour bon nombre de processus chimiques, des gaz purs sont nécessaires pour gérer les réactions chimiques. Pour éviter des réactions non désirées, on a recours à ce que l'on appelle des gaz inertes.

En outre, des gaz à haut degré de pureté sont aussi nécessaires pour la production de micro-puces.

La filière GTL (gas-to-liquid) est aussi une activité en plein essor se servant de l'ingénierie chimique et du savoir-faire en matière de procédés industriels des grands groupes chimiques. En raison de l'utilisation croissante de gaz naturel qui remplace de plus en plus le pétrole en tant que produit de base pour la production de monomères et de matières plastiques en aval, cette technologie est plus particulièrement utilisée dans les cas où les gisements importants sont trop éloignés de l'endroit de la mise en œuvre ou lorsque la construction de pipe-lines est trop onéreuse, c'est-à-dire non rentable.

C'est à Hammerfest (Norvège), la ville la plus septentrionale d'Europe, et au Qatar, dans la péninsule arabique, que les premières installations de grande envergure ont été planifiées et sont partiellement déjà en construction. Le projet en Norvège, réalisé par Statoil, porte sur une valeur de 800 millions €. Il s'agit de la plus grande commande jamais obtenue par le groupe Linde depuis sa création.

Le secteur médical est un autre domaine qui a recours aux gaz industriels. En raison du vieillissement croissant de la population dans beaucoup de pays industrialisés et de la rapide émergence d'une classe moyenne aisée dans les pays nouvellement industrialisés tels que l'Inde, la Chine ou le Brésil, les besoins en gaz respiratoires augmentent.

En 2004, ce secteur a réalisé au niveau mondial un chiffre d'affaires d'environ 44,5 milliards de \$ US, ce qui représente une augmentation de 12,5 % par rapport à l'année précédente. Les chiffres réalisés en 2005 ont eux aussi augmenté de 10 % pour atteindre 49 milliards de \$ US. (Source : Spiritus Industrial Gas Consulting)

Huit groupes dominent le marché mondial. A eux seuls, ils couvrent plus de trois quarts des besoins en gaz industriels. Plus de 4000 entreprises plus petites, dans la plupart des cas à dimensions régionales, se partagent les 22,3 % restants. Après le rachat du groupe BOC par Linde AG en septembre 2006, la concentration s'est encore accentuée car il ne reste à l'heure actuelle plus que sept entreprises mondiales.

Entreprises	Effectifs	Parts de marché
Air Liquide (F)	35.900	19,6 %
Praxair (USA)	27.306	13,9 %
Air Products (USA) <sup>1</sup>	19.500	12,6 %
BOC Group (UK) <sup>2</sup>	30.572	11,8 %
Linde (D)	41.383	11,0 %
Taiyo Nippon Sanso (J)	7.496	04,6 %
Airgas (USA)	10.300	03,0 %
Messer (D)	3.762	01,4 %
Autres		22,3 %

Source: Calculs effectués par Spiritus Industrial Gas Consulting

Suite à une initiative du FNV Bondgenoten (NL) et de la Centrale Générale (B), deux organisations affiliées à l'ICEM, une première rencontre de représentants de salariés et de leurs organisations syndicales des différents pays européens a été organisée en décembre 2005 à Blankenberge. Au cours de cette réunion, le Secrétariat de l'ICEM a présenté les évolutions dans ce secteur, les différents groupes en présence ainsi qu'un projet du comité d'entreprise européen de la Linde AG visant à améliorer la communication entre les salariés.

#### 1.4. Produits de soins corporels et de nettoyage domestiques

Il s'agit d'un des rares secteurs de l'industrie chimique qui fournit ses produits directement au consommateur final. Pourtant, même dans ce secteur très limité de la production de biens de consommation, il existe une très grande variété de catégories de produits et des entreprises partiellement spécialisées pour certaines de ces catégories.

Les statistiques usuelles portant sur l'évolution du secteur mentionnent même Kimberley-Clark, un producteur traditionnel de papier. Ce groupe nord-américain réalise la plus grande partie de ses bénéfices avec la vente de mouchoirs en papier, de couches pour nourrissons et d'essuie-mains en papier. Néanmoins, il est évident que toutes les autres entreprises distribuent des produits chimiques, à savoir des produits cosmétiques, des détergents domestiques et des produits de soins corporels.

<sup>1</sup> Résultats incluant toutes les joint-ventures

<sup>2</sup> Résultats incluant toutes les joint-ventures

Il faut aussi noter que le groupe leader au niveau mondial est la société anglo-néerlandaise Unilever dont l'essentiel des activités sont réalisées dans le secteur agroalimentaire.

Ces groupes ciblent leurs activités sur de nouveaux marchés avec un nombre croissants de clients potentiels aisés (Asie-Pacifique et Europe centrale/orientale). Toutefois, ils se tournent aussi vers des groupes cibles jusqu'à présent plus ou moins ignorés. Ainsi, depuis quelques années, le chiffre d'affaires, les gammes de produits de soins et cosmétiques destinés aux hommes sont en plein essor. A même titre, on développe aussi de plus en plus de produits destinés aux personnes âgées de plus en plus nombreuses.

Pourtant les entreprises continuent à se concentrer malgré l'évolution positive des chiffres d'affaires. Ainsi, en octobre 2005, Procter and Gamble a racheté son concurrent Gillette pour la somme de 57 milliards de \$ US. Par le biais de cette acquisition, il a réussi à pénétrer le secteur des produits de soins corporels pour hommes.

A cet égard, Unilever poursuit une autre stratégie. La direction n'a pas uniquement réduit de manière considérable la gamme de produits du groupe, mais continue résolument à se séparer de toutes les unités qui n'atteignent pas le taux de rentabilité qu'elle leur a imposé.

Fin 2005 et en 2006, le comité d'entreprise européen a publié plusieurs communiqués de presse et mené différentes actions dans le cadre de la cession de la branche des surgelés pour attirer l'attention sur le fait que l'on ne résout plus les problèmes économiques mais qu'on les cède à des tiers. Aussi craint-il que la direction est en train de s'attaquer à la substance du groupe. Des organisations affiliées à l'ICEM ont aussi participé à ces actions de protestation.

Les 10 principaux producteurs de produits de soins corporels et de nettoyage domestique en 2005 :

Rang	Entreprise	Effectifs	Chiffre d'affaires (en milliards de US\$)
1	Unilever (NL/UK)	223.000 (04)	54,4
2	Procter & Gamble (USA)	110.000	68,2
3	L'Oreal (F)	52.403	17,2
4	Kimberley-Clark (USA)	57.000	15,9
5	Colgate-Palmolive (USA)	35.800	11,4
6	Gillette (USA)	28.700 (04)	10,5
7	Kao (J)	19.143	8,7
8	Avon (USA)	49.000	8,15
9	Reckitt Benckiser (UK)	19.900 (04)	7,46
10	Shiseido (J)	24.184	5,98

## 1.5 Matières plastiques et polymères

La chimie de base constitue le point de départ pour la production d'un nombre important de matériaux de base.

### Chimie à base d'oléfine:

C'est à partir de l'éthylène et du propylène que l'on synthétise un nombre élevé de groupes d'oléfines, notamment le HDPE, le LDPE, le polyester ou le PVC. Souvent, les producteurs sont étroitement liés aux groupes pétroliers. En jetant un coup d'œil sur le tableau suivant contenant une liste des neuf principaux producteurs mondiaux de ce secteur en 2005, on constate que cette activité est fortement internationalisée:

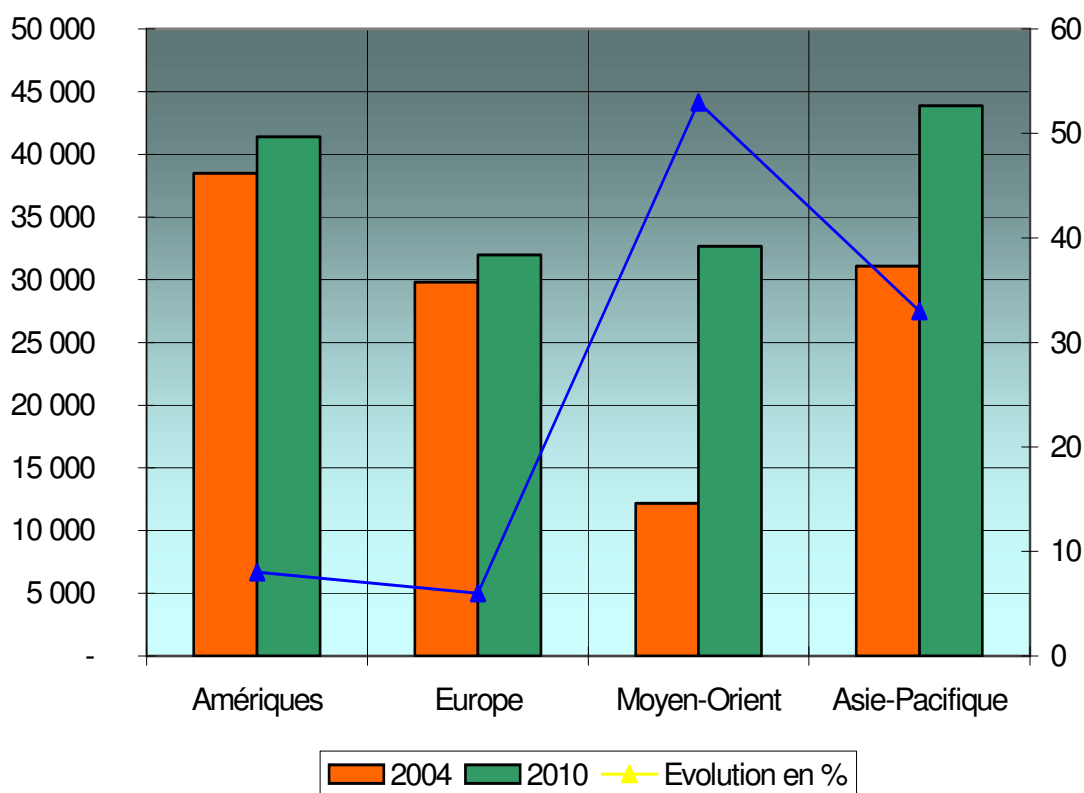
Rang	Entreprise	Chiffre d'affaires	Effectifs
1	BASF, D	50,63 Md \$ US	80.945
2	ExxonMobil Chemical, USA	27,78 Md \$ US	Non indiqué
3	Mitsubishi Chemical, J	18,23 Md \$ US	33.496 (2004)
4	Innovene (INEOS), UK	15 M \$ US	Plus de 8.000
5	SABIC, Arabie saoudite	18,23 Md \$ US	16.000 (2004)
6	Asahi Kasei, J	11,87 Md \$ US	25.401 (2004)
7	Reliance Industries, Inde	15,21 Md \$ US	12.113
8	Huntsman Inc., USA	12,96 Md \$ US	10.800
9	Sumitomo Chemical, J	10,97 Md \$ US	19.036 (2004)

Dans ce contexte, il est intéressant de noter qu'entre temps le groupe indien Reliance Industries Ltd. (RIL) est devenu le premier producteur mondial de polyester, essentiellement mis en œuvre pour la transformation de fibres textiles.

Pour leur part, les grands groupes tels que BP ou BASF se retirent de la première phase de transformation dans la pétrochimie (cession des parts de la joint-venture Basell au groupe INEOS en 2005). Ce sont alors d'autres entreprises qui acquièrent ces parts de marché ainsi libérées tout comme les sites européens et américains qui y sont liés (SABIC, Huntsman et INEOS). Ceci est révélateur des nouvelles orientations stratégiques qui émergent dans ce secteur.

Le graphique suivant, portant sur le développement du marché mondial de l'éthylène, montre qu'au niveau régional, les capacités de raffinage vont fortement évoluer :

### Evolution des capacités (en milliers de tonnes)



Source : ICIS Chemical Business, juin 2006

Le consultant Nexant analyse l'énorme besoin en capacité de craquage supplémentaire de l'économie chinoise dans les années à venir de manière suivante:

### ***Besoins supplémentaires de la Chine en entreprises à dimension mondiale d'ici 2015***

Produit	Nombre d'unités
Ethylène	8 à 9
Propylène	15 inst. de craquage
Styrène	13
LLDPE	20 bis 21
PP	28 bis 29
PVC	20
PTA	29

Source: ICIS Chemical Business, mars 2006

## Chimie des matières plastiques

Outre la production d'oléfine, il existe toute une série de matières plastiques qui doivent faire l'objet d'une transformation en aval. Ces matériaux disposent de propriétés tout à fait particulières et sont largement utilisés dans l'industrie. Ainsi, le polyuréthane n'est pas uniquement mis en œuvre dans le secteur de la construction, mais aussi dans l'industrie de la chaussure et de l'automobile. Le polycarbonate est utilisé pour la production de CD et de DVD ainsi que dans l'industrie automobile. D'autres matières plastiques spéciales sont mises en œuvre par l'industrie électronique. Enfin, pour compléter la gamme de produits, il faut aussi citer la myriade de caoutchoucs synthétiques produits par ce secteur.

Les plus grands groupes chimiques du monde, tels que BASF, Dow Chemical, Bayer et DuPont figurent au classement des dix entreprises les plus importantes dans ce secteur au niveau mondial :

Rang	Entreprise	Chiffre d'affaires	Effectifs
1	BASF, D	50,63 Md \$ US	80.945
2	Dow Chemical, USA	46,3 Md \$ US	42.413
3	Du Pont, USA	28,45 Md \$ US	60.000
4	ExxonMobil Chemical, USA	26,78 Md \$ US	k.A.
5	Bayer, D	32,43 Md \$ US	93.700
6	Total, F	26,44 Md \$ US	112.877
7	Formosa Plastic, Taiwan	3,67 Md \$ US	4.892
8	Innovene (INEOS), UK	15 Md \$ US	Plus de 8.000
9	Shell Chemicals, UK	29,50 Md \$ US	8.500
10	Mitsubishi Chemicals, J	18,23 Md \$ US	33.496 (2004)

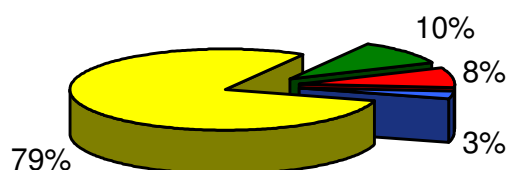
### 1.6 Fibres synthétiques

En ce qui concerne la production de fils textiles au niveau mondial, la part des fibres synthétiques est de 60 %, suivie par le coton avec 38 % et la laine avec 2 %. En 2005, la production mondiale de fibres a atteint 63,7 Md de tonnes (source : CIRFS).

S'agissant de fibres synthétiques, il faut distinguer entre deux méthodes de production: les fibres synthétiques à base de cellulose sont des fibres naturelles modifiées par voie chimique (par exemple la cellulose). La viscose, l'acétate, la fibranne, etc. font partie de ce type de fibres.

La deuxième méthode de production de fibres synthétique est réalisée au moyen de la synthèse. D'après la dénomination des fibres produites par cette méthode, on peut aisément reconnaître les structures de monomères. Le polyacryle, le polyamide, le PVC, le polyester, le polyéthylène, etc. font partie de cette catégorie.

## Répartition régionale de la production de fibres synthétiques



■ USA ■ Europe occ. ■ Japon ■ Reste du monde

A ce sujet, il faut souligner que les 79 % proviennent essentiellement d'Extrême-Orient et le Secrétariat ne dispose malheureusement pas de données sur la répartition au sein de cette catégorie « reste du monde ». Il est toutefois sûr que le groupe indien RIL est le premier producteur mondial de polyester, la fibre synthétique la plus répandue.

Aditya Birla, une autre entreprise indienne, est le premier producteur mondial de viscose.

L'année dernière, la République populaire de Chine a produit 16,292 Md de tonnes de fibres synthétiques, ce qui représente 25,58 % de la production mondiale.

Etant donné que depuis 2003 la production chinoise a augmenté de 5 Md de tonnes, on peut en déduire que la production de fibres synthétiques continuera à se développer dans ce pays, au point que dans les années à venir, la Chine fournira une quantité encore plus importante de la production mondiale. D'autre part, certains observateurs connaissant le marché chinois craignent une surchauffe. Effectivement, au cours des trois dernières années, l'utilisation des machines a baissé de 78 % à 62 %. Ceci s'explique par l'augmentation des prix des matières premières avec, en même temps, les pressions subies par l'industrie textile chinoise incapable d'augmenter le prix de vente de ses produits textiles à base de fibres synthétiques.

En Europe, au Japon et aux Etats-Unis, les entreprises se sont spécialisées dans le domaine des fibres de haute technicité, utilisées dans les vêtements de protection sur le lieu de travail et les habits pour les loisirs extérieurs, secteur en croissance constante. Il faut toutefois encore attendre pour savoir comment ce marché va évoluer à plus long terme.

### 1.7 Industrie pharmaceutique

Le chiffre d'affaires mondial réalisé avec les médicaments délivrés sur ordonnance – originaux et génériques – ainsi qu'avec les produits libres sans ordonnance (OTC) a atteint l'année dernière 300 Md \$ US.

En ce moment, ce sont les médicaments contre les ulcères, l'hypercholestérolémie et les anti-dépresseurs qui sont les plus vendus.

Le vieillissement de la population mondiale représente pour l'industrie pharmaceutique une vraie aubaine. En effet, les personnes âgées de plus de 65 ans consomment trois fois plus de médicaments que les générations plus jeunes.

Mais c'est aussi la croissance économique constante dans des pays tels que la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie qui permet d'améliorer la prévention dans le domaine de la santé, car la part de la population disposant de plus d'argent augmente. Grâce aux revenus plus importants, les habitudes de vie évoluent, ce qui provoque aussi de manière accrue des maladies inhérentes à un niveau de vie plus élevé. Ainsi, dans son rapport d'activités de 2005, le groupe Novartis indique qu'aujourd'hui déjà en Chine, quelque 160 millions de personnes souffrent d'hypertension et 20 millions du diabète.

L'amélioration de la situation économique dans les soit-disant pays en voie d'industrialisation stimule de manière extrêmement soutenue la demande de méthodes de traitement plus efficaces, au point qu'elle évolue à un rythme supérieur à la moyenne. Ainsi, en 2004 la croissance économique chinoise était de 9,8 %, tandis que durant la même période, les ventes de médicaments ont augmenté de 22,5 %. En outre, en Inde uniquement 35 % de la population ont à l'heure actuelle accès aux médicaments dont ils ont besoin. Selon le pronostic de Daniel Vasella, PDG de Novartis, cette part atteindra 80 % d'ici 2020.

Depuis la première création d'une entreprise de biotechnologie en 1976 aux Etats-Unis, le nombre de sociétés effectuant de manière ciblée de la recherche pour produire de nouveaux médicaments augmente. A cet effet, elles ont presque exclusivement recours au génie génétique. C'est une réelle vague de ce type qui a été déclenchée dans les années 80 et 90. Toutefois, dans la plupart des cas, les grands groupes pharmaceutiques sont enclins à coopérer avec ces nouvelles entreprises.

Ainsi, le Tamiflu, cette substance active très réputée pour lutter contre la grippe commercialisée par le groupe Roche, est issu des laboratoires d'une entreprise américaine de génie génétique. Le groupe pharmaceutique se charge de la production à grande échelle et de la distribution. En échange, l'entreprise de biotechnologie participe aux bénéfices. Toutefois, dans le cas d'un éventuel échec, ce sera toujours l'entreprise de biotechnologie qui assumera les plus grands risques.

Une fois que ces entreprises de biotechnologie sont bien établies sur des bases solides, elles deviennent fréquemment des filiales de grands groupes pharmaceutiques. Entre temps, Chiron fait partie de Novartis, tandis que Serono vient de passer récemment sous le contrôle de l'Allemand Merck KGaA. En analysant les dix entreprises les plus importantes dans le domaine de la biotechnologie, on constate que ce sont les Etats-Unis qui dominent massivement. Ceci est aussi le cas sur le plan de l'emploi, qui devient de plus en plus important.

<b>Entreprise</b>	<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>Effectifs (2005)</b>
Amgen, USA	12,43 Md \$ US	18.000
Genentech, USA	6,63 Md \$ US	7.000
Biogen Idec, USA	2,42 Md \$ US	4.000
Genzyme, USA	2,73 Md \$ US	8.500
Serono, CH	2,59 Md \$ US	4.750

Applera, USA	1,95 Md \$ US	4.500
Chiron, USA	<b>Non disponible</b>	5.400
Gilead Science, USA	2,03 Md \$ US	2.500
MedImmune, USA	1,24 Md \$ US	2.400
Invitrogen, USA	1,19 Md \$ US	4.800

En avril 2006, Novartis a acquis l'ensemble des activités de Chiron ; de ce fait, il n'existe plus de données limitées à la seule entreprise Chiron.

Le développement d'un nouveau médicament engloutit des sommes faramineuses. Ainsi, Pfizer, le leader mondial, est obligé de budgétiser 1,5 Md US\$ pour le développement d'un nouveau médicament. Ses concurrents indiquent qu'ils dépensent en moyenne 0,8 Md US\$ (Reuters, 27 novembre 2005). De ce fait, ces sociétés doivent obligatoirement réaliser des bénéfices en conséquence.

Ce qui est particulièrement important, c'est de disposer sur le marché d'au moins un blockbuster, c'est-à-dire un médicament générant au minimum un milliard de dollars de chiffre d'affaires par an. Dès que le brevet d'un tel médicament arrive à terme, il est important de lancer rapidement un nouveau médicament de ce type. Dans le cas où la recherche n'a pas de projet de ce genre en cours, de nouvelles fusions doivent être envisagées.

Certains observateurs du marché prévoient pour GlaxoSmithKline un avenir radieux, car ce groupe possède en ce moment un nombre important de substances actives prometteuses en phase de test. D'autres groupes suivent avec souci l'arrivée à échéance de leurs brevets. Au courant de l'année, Sanofi-Aventis a engagé un recours devant les tribunaux américains contre la mise sur le marché d'un générique (médicament moins cher contenant la même substance active que l'original) qui, malgré un brevet encore en vigueur jusqu'en 2011 a causé d'importantes pertes au Plavix, un médicament antiagrégant préventif du sang. Sur le plan des ventes du groupe, ce médicament arrive en deuxième position.

A l'exception des Etats-Unis, pratiquement tous les grands marchés pharmaceutiques sont réglementés par des systèmes de santé nationaux. Pour cette raison, les gouvernements de tous les pays européens s'efforcent de continuer à réduire les dépenses dans le secteur de la santé. Après les traitements hospitaliers, ce sont les médicaments qui coûtent le plus cher. De ce fait, les groupes sont de plus en plus obligés de justifier leur politique en matière de prix.

Dans ce contexte, deux nouvelles tendances commencent à se dégager de manière relativement nette. D'une part, le groupe Sandoz, le deuxième producteur mondial de médicaments génériques, a déclaré qu'à partir du 1<sup>er</sup> juin 2006 il allait baisser de 25 % le prix de 40 % de ses médicaments diffusés en Allemagne. (Handelsblatt du 24 mai 2006).

De manière plus générale, on observe plus particulièrement une concentration dans le secteur des médicaments génériques. Ainsi, le groupe Teva a racheté IVAX, son concurrent américain. Sandoz a pris le contrôle de Hexal, Actavis (Islande) de l'Américain Alharma, Randaxy de l'Allemand Betapharm, Barr Pharmaceuticals du groupe croate Pliva. Ce ne sont là que quelques exemples de transactions réalisées au cours des deux dernières années.

En 2005, les dix premiers producteurs mondiaux de médicaments génériques furent les suivants :

Rang	Entreprise	Chiffre d'affaires	Effectifs
1	Teva, Israel	5,25 Md \$ US	14.700
2	Sandoz, D/CH	3,05 Md \$ US	13.397
3	IVAX, USA	Non communiqué	N. c.
4	Watson Pharmaceuticals, USA	1,65 Md \$ US	3.844
5	Alpharma, USA	553,6 M \$ US	1.400
6	Barr Pharmaceuticals, USA	1,31 Md \$ US	1.900
7	King Pharmaceuticals, USA	1,77 Md \$ US	2.795
8	Ranbaxy, Inde	1,27 Md \$ US	7.195
9	Mylan Labs, USA	1,26 Md \$ US	2.900
10	Andrx, USA	1,06 Md \$ US	1.680

Une deuxième évolution commence à poindre sur le marché pharmaceutique européen : selon les prévisions du consultant Brüggemann & Freunde (B&F), il s'agit d'une modification du marketing à moyen terme qui vise à atténuer le rôle jusqu'à présent prédominant des services auprès de la clientèle. Ce pronostic s'appuie sur un sondage réalisé auprès de 250 responsables du marketing et de la distribution d'entreprises pharmaceutiques allemandes. Les centres d'appels, les mailings, les sites Internet consacrés aux produits, les bulletins d'informations électroniques ou les publicités en ligne joueront un rôle de plus en plus important et permettront de réduire les coûts de démarchage, ce qui est aussi synonyme de suppressions d'emplois dans ce segment de l'industrie.

*Dans ce domaine caractérisé par un taux de syndicalisation relativement faible, les organisations syndicales pourraient faire valoir leurs compétences et engager un débat sur l'efficacité de ces nouvelles méthodes envisagées.*

En 2005, le classement des 10 groupes pharmaceutiques les plus importants du monde, selon leur chiffre d'affaires était le suivant:

Rang	Entreprise	Chiffre d'affaires	Effectifs
1	Pfizer, USA	51,3 Md \$ US	106.000
2	Johnson & Johnson, USA	50,5 Md \$ US	115.600
3	GlaxoSmithKline, UK	37,27 Md \$ US	100.728
4	Sanofi-Aventis, F	33,77 Md \$ US	97.181

5	Novartis, CH	32,56 Md \$ US	90.924
6	Roche, CH	26,98 Md \$ US	68.218
7	AstraZeneca, UK	23,95 Md \$ US	64.900
8	Abbott Labs, USA	22,34 Md \$ US	59.735
9	Merck, USA	22,01 Md \$ US	61.500
10	Bristol-Myers Squibb	19,21 Md \$ US	43.000

C'est plus particulièrement au cours du deuxième semestre de 2006 que l'on a pu constater qu'après plusieurs années de fusions entre les plus grands de l'industrie pharmaceutique, les groupes pharmaceutiques de taille moyenne souhaitent aussi affirmer leur position par le biais d'acquisitions.

Ceci a commencé avec la lutte pour la prise de contrôle du groupe berlinois Schering AG. Au bout de compte, c'est Bayer qui a remporté la mise pour la somme de 17 Md €, ce qui représente l'acquisition la plus onéreuse jamais réalisée jusqu'à présent dans l'industrie chimique au niveau mondial. Cette acquisition a toutefois permis de créer une nouvelle entreprise de taille relativement importante. Le groupe Merck KgaA, le perdant dans cette lutte, a toutefois racheté quelques mois plus tard le groupe suisse Serono AG, leader européen dans le domaine de la biotechnologie, pour la somme de 10,6 Md €.

Par la suite, le groupe danois Nycomed a racheté Altana Pharma pour 4,2 Md €, le groupe belge UCB a acquis Schwarz Pharme pour 4,4 Md €, tandis que l'Américain Gilead Science a repris Myogen pour 2,5 Md \$ US. Il semble que dans cette catégorie d'entreprises, la consolidation est loin d'être terminée.

Récemment, GlaxoSmithKline vient de présenter son tout nouveau modèle de politique de prix. Un porte-parole du groupe a expliqué que le groupe s'était entendu avec deux gouvernements européens en vue d'introduire un système de prix souple. Dans le cas où des études cliniques révéleraient une plus grande efficacité de la substance active en question, GSK aurait la possibilité d'en augmenter le prix. A l'inverse, s'il s'avérait que le médicament est nettement moins efficace qu'initialement prévu, le groupe s'engagerait à en baisser le prix en conséquence.

Il reste maintenant à attendre pour savoir si cette nouvelle stratégie de marketing est efficace et si cette politique des prix fondamentalement différente pourra être imposée.

La politique des prix des groupes pharmaceutiques joue aussi un rôle considérable dans le cadre du débat mondial très passionné sur la lutte contre le sida, les maladies tropicales (malaria, fièvre dengue), la tuberculose et d'autres maladies très rares mais graves (appelées de manière générique maladies orphelines).

C'est plus particulièrement le nombre extrêmement élevé de personnes contaminées par le VIH – notamment dans les pays pauvres de l'Afrique australe – qui n'a pas uniquement incité l'ONU et ses agences spécialisées telles que l'OMS à se pencher sur ce problème. Bon nombre d'ONG, de fondations et d'autres institutions de ce type lui ont emboîté le pas. Outre les activités de sensibilisation, le traitement médical des malades joue aussi un rôle important. C'est d'ailleurs à ce sujet que les

groupes pharmaceutiques font l'objet de vives critiques, notamment pour ce qui concerne leur responsabilité.

Par ailleurs, Les groupes pharmaceutiques ont aussi lancé un grand nombre d'initiatives propres ou ont créé eux-mêmes des fondations. De cette manière, il a été possible d'améliorer l'approvisionnement médical dans beaucoup de régions. Ils ont aussi réagi aux critiques de l'opinion en baissant de manière considérable les prix des médicaments contre le sida dans les pays en voie de développement.

Il n'empêche que l'ICEM reste persuadée que les prix de ces médicaments continuent à être trop élevés. Les groupes continuent à proposer des cocktails de médicaments anti-viraux issus d'un seul laboratoire et n'offrent pas les mélanges composés des substances actives les plus efficaces provenant des différents laboratoires. Comte tenu de cette misère endémique qui sévit dans ces pays les plus pauvres, on ne comprend pas non plus pourquoi ils ne les autorisent pas à produire des médicaments génériques sur la base de leurs formulations.

Dans le cadre de son projet mondial VIH/SIDA, l'ICEM tente de fournir sa contribution en essayant d'améliorer le traitement, notamment pour les travailleurs et leurs familles.

Mais ce sont aussi les autres pathologies tropicales et les maladies orphelines qui provoquent quotidiennement de nombreuses victimes. Dans ce domaine aussi, l'industrie pharmaceutique est sollicitée et doit, plus que par le passé, assumer la responsabilité qui lui incombe. L'exemple des aides financières massives, telles qu'elles sont admirablement fournies par la fondation de Bill et de Melinda Gates pour lutter contre les maladies tropicales, doit être repris par l'industrie pharmaceutique qui devrait faire preuve d'un engagement comparable.

## **1.8 Spécialités chimiques**

La chimie fine ou les spécialités chimiques englobent un nombre extrêmement important de substances qui ont au minimum une caractéristique commune: il s'agit de petites quantités de molécules extrêmement complexes, devant être synthétisées en plusieurs phases. Dans des cas extrêmes, ces structures complexes nécessitent des semaines pour être produites.

En raison des caractéristiques de ces substances spécialisées, les entreprises de ce secteur produisent dans les créneaux les plus variés, mais sont positionnées dans la plupart des cas au milieu de la chaîne, entre la première transformation de la matière de base et le producteur final. Ceci signifie que la plupart des substances transformées par ces entreprises proviennent de la pétrochimie. En raison de l'augmentation vertigineuse des prix du pétrole, les coûts des produits de base ont fortement évolué, tandis que le producteur final exerce des pressions sur ces entreprises de chimie fine pour les inciter à garantir des prix stables.

Pour toutes ces raisons, le groupe suisse CIBA Spécialités Chimiques, un des plus grands producteurs du secteur, a annoncé récemment qu'il avait l'intention de supprimer quelque 2500 emplois dans le monde. Il n'empêche que les coûts des matières premières représentent entre 40 % et 50 % du prix de revient de ces produits spéciaux.

Les applications couvertes par le terme « spécialités chimiques » sont relativement variées: il s'agit de substances odoriférantes et aromatisantes, d'additifs pour

matières plastiques, de compléments alimentaires, de pigments, de peintures, de catalyseurs, de produits d'apprêt ignifuge, de substances de purification de l'eau, de colles, de substances actives pharmaceutiques et beaucoup d'autres produits.

Dans certains domaines, de nouveaux pays commencent à se lancer dans ce segment. En Inde par exemple, le nombre d'entreprises produisant des substances actives pharmaceutiques a fortement augmenté. Leurs coûts de production sont nettement moins élevés. Dans un récent rapport de l'OIT, on souligne qu'avec 70 entreprises pharmaceutiques agréées par la FDA, l'Inde compte le plus grand nombre d'entreprises de ce type après les Etats-Unis.

De surcroît, les grandes entreprises pharmaceutiques veulent d'abord mieux utiliser leurs propres capacités de production malgré la diminution de leurs débouchés, ce qui provoque des pressions supplémentaires sur les entreprises de spécialités chimiques.

Voici les dix premiers producteurs mondiaux de spécialités chimiques de l'année 2005, classés par ordre alphabétique:

Entreprise	Chiffre d'affaires	Effectifs	Produits
Chemtura, USA	2,99 Md \$ US	6.600	Additifs pour plastiques, pétrole, apprêts ignifuges, additifs pour piscines
Clariant, CH	6,22 Md \$ US	23.383	Colorants textiles, détergents, produits chimiques pour l'industrie, pigments pour peintures, additifs textiles
Cognis, D	4,19 Md \$ US	8.059	Oléochimie, compléments alimentaires, acides gras, solvants synthétiques
Dainippon Ink, J	45,0 M \$ US	25.634	Encres, peintures, produits chimiques pour le bâtiment, laques, bouteilles en PET
Degussa, D	13,92 Md \$ US	45.553	Laques et mat. de remplissage, chimie fine et industrielle, matériaux techniques et plastiques spéciaux
Eastman Chemical, USA	7,06 Md \$ US	12.000	Fibres synthétiques, PET, laques, colles
Hexion Specialty Chemicals, USA	4,47 Md \$ US	7.000	Surfaces réfractaires, résines époxy, formaldéhyde, peintures
Hitachi Chemical, J	268,7 M \$ US	17.065	Substances chimiques pour l'industrie électronique, Laques et enduits
Lubrizol, USA	4,04 Md \$ US	7.500	Additifs pour l'essence et lubrifiants
Rohm and Haas, USA	7,99 Md \$ US	16.519	Liants pour peintures, additifs plastiques acrylates, sels

## 2. Politique industrielle

Depuis des années déjà, l'importance particulière de la protection de l'environnement, de la santé et de la sécurité des travailleurs, notamment lors de la manipulation des substances chimiques déterminent de manière essentielle l'action des organisations syndicales du secteur de la chimie. Les catastrophes tragiques de Seveso et de Bhopal ont directement montré à l'opinion publique mondiale que, pour protéger l'être humain et l'environnement, il est essentiel de gérer de manière responsable et raisonnable les processus de production chimique et les substances mises en œuvre.

Les grands groupes chimiques ont ainsi été contraints d'accepter et d'assumer cette responsabilité à plus grande échelle. Ce ne sont pas uniquement les organisations syndicales en tant que défenseurs des intérêts des salariés dans les entreprises, mais aussi une opinion publique très critique qui exigent d'être informées sur les procédés mis en œuvre dans les entreprises et leurs éventuels risques pour l'environnement qui y sont liés.

Entre temps, l'industrie a pris de nombreuses initiatives. La mise en œuvre de cycles de production en milieu clos, des substances réutilisables, des processus non nocifs pour l'environnement n'en sont que quelques exemples.

Il reste toutefois encore beaucoup de pain sur la planche. C'est pour cette raison que l'ICEM participe à toutes les initiatives et engagements mondiaux visant à améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs et de leurs familles. Ceci est particulièrement le cas lorsqu'il est possible d'engager un dialogue constructif avec les responsables d'entreprises et des fédérations patronales de l'industrie chimique. Dans le chapitre suivant, les initiatives les plus importantes de ce type seront décrites.

Par ailleurs, il existe aussi des questions de politique industrielle dépassant le cadre sectoriel qui, selon le Secrétariat de l'ICEM, méritent d'être prises en compte. Il s'agit entre autres de problèmes tels que l'évolution des coûts de l'énergie et des prix des matières premières. Ces aspects ont un impact beaucoup plus important sur les frais globaux encourus par l'industrie chimique que les augmentations salariales, les fluctuations des cours de change ou les règles à respecter en matière de protection de l'environnement. Pour les groupes multinationaux comptant des sites de production dans différents pays, ce sont en même temps des paramètres déterminants en matière de compétitivité. C'est aussi pour cette raison que les organisations affiliées à l'ICEM s'impliquent de plus en plus dans les débats nationaux et internationaux sur les questions énergétiques auxquels participent leurs gouvernements respectifs.

Ceci est aussi le cas pour la question des nouvelles biotechnologies. On peut uniquement créer de nouvelles opportunités avec des emplois d'avenir sûrs dans des pays avec un niveau élevé de qualifications et de salaires si l'on investit dans des technologies du 21<sup>ème</sup> siècle. Des exemples aux Etats-Unis, en Israël et au Japon démontrent que ceci est possible.

## 2.1 Responsible Care (engagement pour le progrès) et développement durable

*Responsible Care (RC)* ou l'engagement pour le progrès est une initiative volontaire de l'industrie chimique au niveau mondial. L'idée provient du Canada. En 1984, la fédération patronale de l'industrie chimique canadienne a formulé des principes en faveur d'une « gestion responsable ». Peu à peu, toutes les autres associations patronales lui emboîtèrent le pas.

Ce programme a été conçu pour améliorer la situation dans le domaine de la santé, la sécurité dans l'industrie chimique et la protection de l'environnement. Après un contrôle strict de la consommation énergétique, du traitement des déchets, du stockage des substances chimiques, de l'hygiène et de la sécurité et de la protection de l'environnement interne, les entreprises participantes obtiennent un certificat. Ces entreprises peuvent ensuite utiliser l'emblème RC sur leur logo et leur publicité (mais non pour leurs actions de promotion de leurs produits) pendant une période de trois ans. Après ces trois ans, l'entreprise doit à nouveau se soumettre à un contrôle pour pouvoir garder le certificat. Dans le cas où l'entreprise possède plusieurs établissements, chacun doit satisfaire aux exigences RC.

En 2003 l'ICCA, le conseil international des associations de l'industrie chimique, a adopté une charte mondiale qui a donné un nouveau coup de fouet à cette initiative. Ainsi, les obligations ont été étendues à l'ensemble de la gamme des produits. En même temps, les fournisseurs, les transporteurs ainsi que les négociateurs en produits chimiques ont été intégrés dans la chaîne de contrôle. Par ailleurs, on a aussi l'intention de poursuivre l'élargissement du cercle d'entreprises participantes.

Cette initiative recèle toutefois un aspect problématique. D'une part, un grand nombre d'ONG en particulier souligne qu'il ne s'agit que d'une initiative volontaire, sans aucune obligation juridique contraignante. D'autre part, force est aussi de constater que les critères RC sont nettement plus contraignants que les obligations prévues par EMAS, le système européen d'éco-audit et la norme internationale ISO 14001. C'est plus particulièrement l'inclusion de l'hygiène et de la sécurité sur le lieu de travail qui rendent cette initiative intéressante pour les délégués des salariés dans les entreprises et leurs organisations syndicales.

Il faut aussi souligner que, selon les indications de l'industrie, une centaine de PDG de grands groupes chimiques et 44 sur les 52 associations chimiques nationales membres de l'ICCA participent à cette initiative Responsible Care. Le nombre d'entreprises participantes peut encore être amélioré.

*D'une manière ou d'une autre, cette initiative offre aux organisations syndicales une bonne occasion pour rappeler aux entreprises quels sont leurs devoirs.*

Le terme de **développement durable** a été utilisé pour la première fois dans un rapport des Nations Unies, rédigé par la soit-disant « Commission Brundtland ». En voici une brève définition : « Il s'agit d'un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. »

Ce qui est quelque peu escamoté dans cette définition abrégée, c'est l'aspect essentiel des limites, notamment en ce qui concerne les ressources de l'écosystème. De manière générale, on estime que la durabilité peut être garantie en mettant en place un équilibre entre la réalisation simultanée des objectifs écologiques, économiques et sociaux.

Il s'agit certes d'une définition qui reste imprécise. Toutefois, par suite, des déclarations de plus en plus contraignantes ont été formulées. Ainsi, ceci fut le cas lors de la conférence de Rio (1992), dans l'Agenda 21, dans le cadre du Protocole de Kyoto et le programme d'action de la conférence de Johannesburg.

Entre temps, une grande partie de ces initiatives, ainsi que d'autres, ont été intégrées dans le processus SAICM du PNUE.

## **2.2 SAICM (Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques)**

En février 2006, le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement) a organisé la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques, Dubaï (ICCM). On y a adopté un programme mondial portant sur la gestion des produits chimiques, à savoir *l'approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM)*.

Dans un premier temps, le SAICM se subdivise en trois parties: premièrement, la déclaration de Dubaï sur la gestion internationale des produits chimiques; deuxièmement, la stratégie globale d'action, une stratégie politique englobant tous les aspects et troisièmement le plan d'action global.

L'approche préconisée par la SAICM vise à inciter tous les pays à mettre en place un processus, contraignant dans la mesure du possible, dans le cadre duquel le gouvernement, l'industrie chimique, les organisations syndicales et les organisations non gouvernementales engagent un dialogue. Dans le cadre de ce dialogue, on définira les méthodes de manipulation des produits chimiques en fixant des conditions à respecter, les interdictions ainsi que des règles de protection à mettre en œuvre.

Dans cette Déclaration de Dubaï, les Etats participants expriment clairement cette volonté. Elle a été acceptée par tous les pays qui ont participé à la conférence. C'est la stratégie globale d'action qui doit régler la manière avec laquelle ces processus seront mis en œuvre par tous les pays, et qui en assurera aussi le suivi administratif. Pour sa part, le plan d'action global contient une liste de thèmes possibles et envisageables qui devraient être traités tant au niveau national qu'au niveau international.

La SAICM est une évolution relativement récente et correspond plus ou moins au système REACH, mis en place à l'échelon de l'UE. La SAICM reste toutefois une initiative volontaire, le caractère obligatoire étant donc limité. A l'heure actuelle, cinq conférences régionales de lancement sont en cours dans différentes régions du monde.

*Au cours de la conférence mondiale de la chimie de l'ICEM, il faudra impérativement examiner le contenu de la SAICM. Ceci est d'autant plus nécessaire qu'il faudra utiliser les possibilités de participations offertes aux organisations syndicales, même si dans certains pays, le gouvernement tentera de s'y opposer. C'est en particulier dans ces cas que l'ICEM devrait être sollicitée en vue d'exercer une pression internationale permettant aux organisations syndicales concernées de revenir sur la scène.*

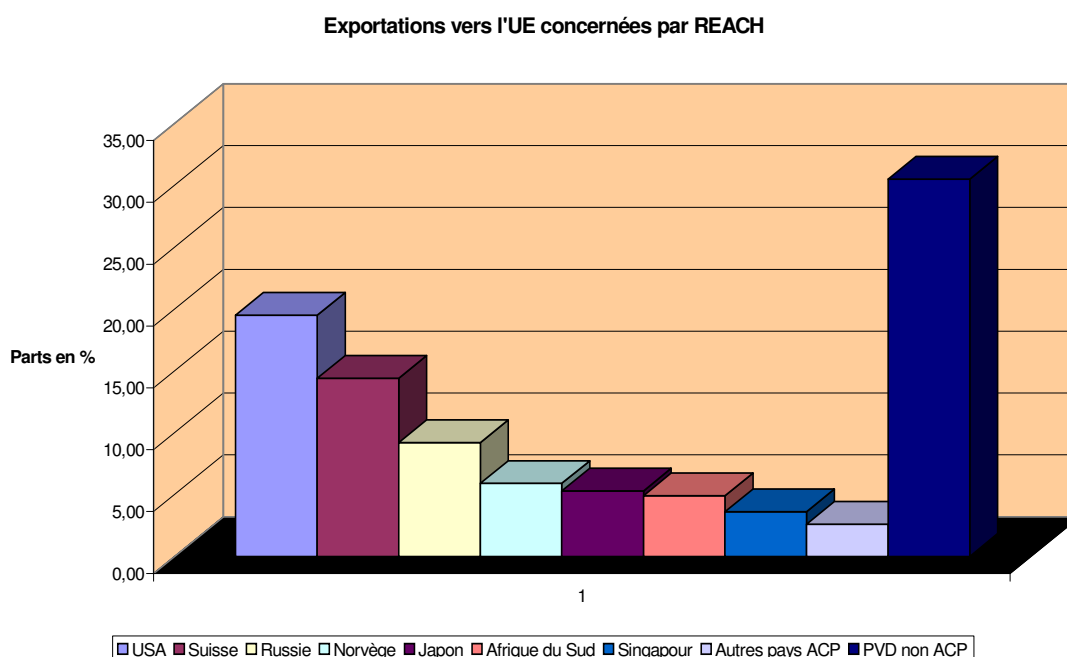
## 2.3 REACH

En 2001, la Commission européenne a publié un « Livre blanc sur la politique chimique », consacré pour l'essentiel à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation de substances chimiques (acronyme REACH), à réaliser par l'Agence européenne des produits chimiques, devant encore être créée, avec siège à Helsinki. L'objectif déclaré de la Commission européenne est le renversement de la charge de la preuve. A l'avenir, il ne reviendra plus aux autorités de prouver l'innocuité d'un produit. C'est au producteur ou à l'importateur que revient la tâche de démontrer que le produit en question n'est pas dangereux.

La controverse sur le contenu précis de cette directive européenne a duré des années, notamment en raison des coûts supplémentaires que ce système engendrera pour l'industrie chimique et les conséquences sur l'emploi dans ce secteur. Pour le moment, on estime que la directive entrera en vigueur en 2007.

La Fédération européenne des syndicats des mines, de la chimie et de l'énergie (EMCEF), l'organisation jumelle de l'ICEM au niveau européen, a mené un combat exemplaire dans le cadre du débat politique à l'échelon de l'Union européenne.

REACH est aussi un problème qui touche l'ICEM, parce que tous les pays souhaitant exporter leurs produits vers l'Union européenne seront tenus de respecter les dispositions de cette directive. Une étude, réalisée en mars 2006 par le Parlement européen, met en évidence le nombre de pays et régions qui seront concernés par cette législation :



Selon différentes études et calculs, l'enregistrement de ces nouvelles substances chimiques coûtera probablement quelque 3,5 milliards d'€ à l'industrie chimique au cours des 11 premières années.

### Qu'est-ce qui sera plus précisément couvert par REACH ?

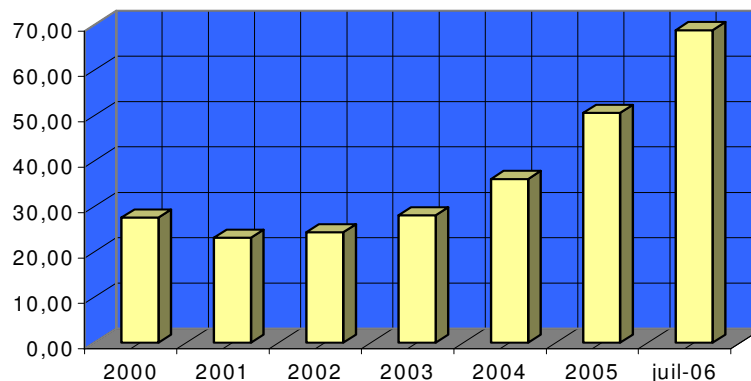
- Toutes les substances chimiques (les produits cosmétiques et les médicaments en sont exclus) dont la quantité produite par année dépasse une tonne devront être enregistrées.
- A partir d'une production de 10 tonnes, un rapport de sécurité chimique doit être établi.
- Les entreprises qui distribuent une seule et même substance peuvent s'associer et créer des consortiums, dans le but de réduire le nombre d'essais sur des animaux et de réduire les coûts. Ce modèle est intitulé OSOR (une substance – un enregistrement).
- S'agissant des substances dangereuses et nocives pour la santé, l'Agence européenne n'accordera à l'avenir plus qu'une homologation limitée dans le temps, jusqu'au moment où elles pourront être remplacées par des substances non dangereuses.
- On estime que globalement, quelque 30.000 substances devront être testées au sein de l'UE.
- 18 mois après le pré-enregistrement de la substance, l'Agence européenne diffusera sur son site Internet les données qu'elle a reçues.

### **2.4 Coûts de l'énergie et des matières premières**

Les coûts énergétiques et les prix des matières premières jouent un rôle significatif pour l'industrie chimique. Ce sont en particulier les prix du pétrole et du gaz naturel qui occupent à cet égard une place prééminente étant donné qu'une grande partie des substances transformées dans l'industrie chimique est synthétisée à partir de ces produits de base. Selon des calculs effectués par des experts, ces matériaux de base peuvent représenter 40 voire 50 % des coûts globaux de la production chimique.

C'est plus particulièrement sur cette toile de fond que l'évolution des prix du pétrole brut a une signification considérable pour l'industrie chimique. Il s'agit d'un paramètre essentiel nouveau dont les groupes multinationaux sont obligés de tenir compte lorsqu'ils prennent leurs décisions en matière d'investissements.

**Prix du baril de pétrole brut en \$US**



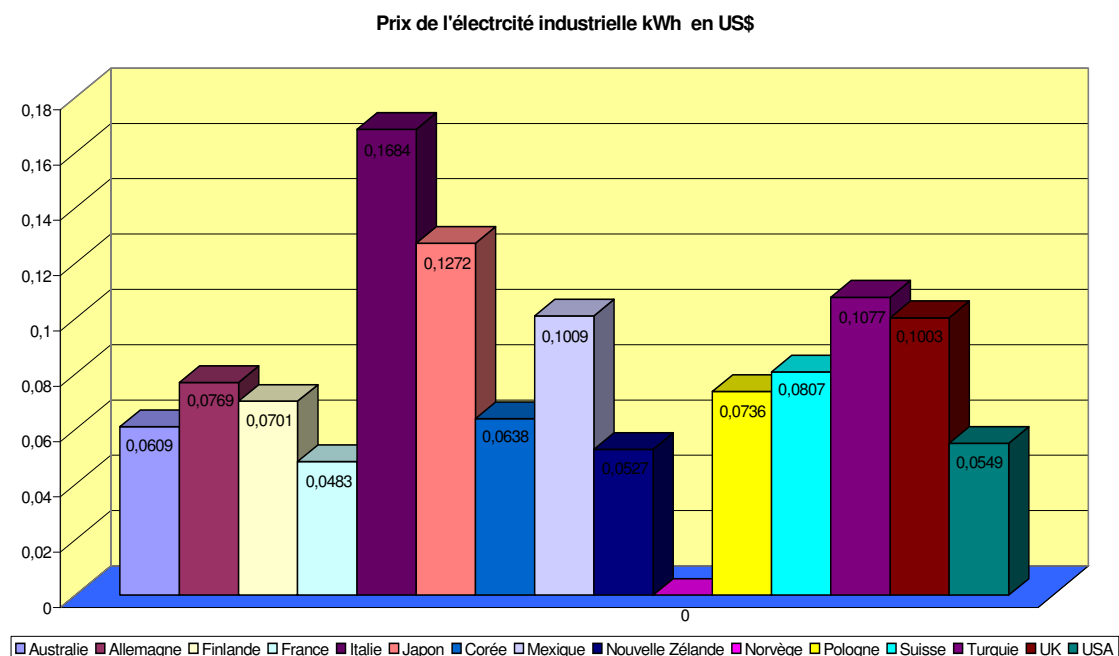
Source: OPEC Bulletin, Petroleum Intelligence Weekly ; Ces indications se réfèrent à des valeurs moyennes de quelques pays de l'OPEP.

Bon nombre d'experts avaient prédit que le prix du pétrole brut allait en 2006 encore dépasser le cap des 80 \$ US. Toutefois, depuis la deuxième moitié du mois de septembre, les prix baissent continuellement et sont tombés en-dessous de 60 \$US, ce qui a déclenché une certaine euphorie, dans le sens où certains espèrent même qu'ils vont continuer à baisser pour descendre en-dessous des 40 \$ pour la première fois depuis longtemps. Il est certes vrai que les évolutions actuelles du marché spot rendent les prévisions difficiles. Néanmoins, force est de constater que le prix du pétrole brut restera à un niveau élevé comparé à 2004.

Les entreprises actives dans la première phase de transformation du pétrole peuvent plus aisément répercuter les prix plus élevés du pétrole sur leurs produits, contrairement aux entreprises de chimie fine ou de spécialités chimiques, qui se trouvent dans une situation embarrassante, car elles ne peuvent pas augmenter les prix de leurs produits en raison de la forte concurrence qui domine dans ce segment. Aussi, recourt-on plus volontiers aux suppressions d'emplois pour compenser la diminution du taux de rendement qui en découle !

Le prix de l'électricité est aussi un paramètre important pour l'industrie chimique lorsqu'il s'agit de prendre des décisions concernant l'implantation de sites. Il est sûr que l'industrie chimique dans son ensemble fait partie des secteurs économiques les plus énergivores. Rien que dans l'UE, le prix de l'électricité pour l'industrie varie fortement dans le cas d'une consommation de 70 gigawatts/heure : ainsi, l'industrie italienne doit payer le plus avec 8,24 centimes et l'industrie lettone le moins avec 3,27 centimes. Entre les deux, on trouve les plus grands Etats membres tels que l'Allemagne (8,21), la France (5,0), l'Espagne 4,93, le Royaume-Uni (4,89), la Pologne (4,60) et la Roumanie 6,38). (Source : EUROSTAT, juillet 2005)

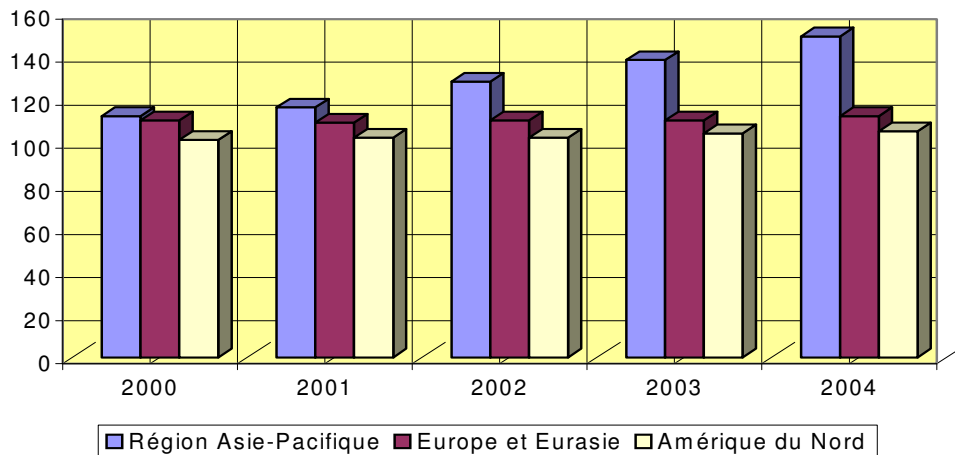
Au niveau mondial, la situation est la suivante (pour autant que les données soient disponibles) :



Source : Agence internationale de l'énergie (AIE), 2006, Indications USA sans taxes !

L'augmentation constante des besoins en énergie et matières premières, de l'économie chinoise notamment, est un autre facteur qui continuera à influencer les prix de l'énergie et des matières premières. Les statistiques mondiales sur la consommation énergétique mondiale de BP l'expriment de manière très claire :

**Evolution de la consommation énergétique mondiale  
(1994=100%)**



## 2.5 Biotechnologie

De manière générale, la biotechnologie est qualifiée de technologie d'avenir. Il est certes vrai que les biotechnologies conventionnelles, telles que le brassage de la bière, la fermentation de soja et la fermentation lactique de la choucroute sont des procédés connus et utilisés dans le monde entier depuis des millénaires. Ce ne sont toutefois pas ces procédés qui sont visés dans le débat public. Il s'agit plutôt de la manipulation génétique ciblée de certains organismes ou végétaux pour obtenir des propriétés précises.

Au cours de la période plus récente, cette branche moderne de la biotechnologie a été subdivisée en trois secteurs :

- la **biotechnologie blanche**, qui utilise les matières premières renouvelables pour manufacturer de nouveaux produits ;
- la **biotechnologie rouge**, consacrée à la production de médicaments novateurs et la conception de nouvelles méthodes de diagnostic et de traitements médicaux ;
- la **biotechnologie verte**, qui traite de la modification de plantes utiles, dans le but de les rendre résistantes contre les organismes nuisibles et d'améliorer la teneur en certains éléments nutritifs, tels que la vitamine A dans le riz.

Ce sont les résultats et les produits obtenus par la biotechnologie blanche qui sont salués pratiquement partout dans le monde. En effet, cette technologie permet de limiter les gaspillages de matières premières non renouvelables, telles que le pétrole. En plus, grâce à leur biodégradabilité dans la nature, les produits ne polluent pas l'environnement. On peut citer comme exemple le bio-diesel produit à partir de colza et de betteraves à sucre, des détergents à base de végétaux renouvelables, de

nouvelles variétés de coton avec des fibres ayant de propriétés nouvelles ou alors la fabrication de matières plastiques à base de maïs ou de pommes de terre.

La biotechnologie rouge fait aussi l'objet d'un consensus plus ou moins vaste, parce que cette technologie permet de créer de nouveaux principes actifs organiques assurant des guérisons qui jusqu'à présent étaient impossibles. Ceci concerne des principes actifs produits à partir de plantes rares qui sont dorénavant cultivées de manière ciblée et à plus grande échelle grâce à des bactéries modifiées. C'est en particulier dans ce secteur lucratif de la recherche que bon nombre d'entreprises biotechnologiques ont été créées dans le monde entier, le secteur le plus important restant toutefois le développement de nouveaux principes actifs pour la médecine.

Un grand nombre de ces petites entreprises pionnières proposent leurs inventions aux grandes entreprises pharmaceutiques qui se chargent de la distribution de ces substances efficaces en leur garantissant une participation aux bénéfices provenant de la vente de ces produits. En cas de réussite, ce modèle d'activités est particulièrement lucratif.

Toutefois, dans le cas où l'on ne réussit pas à trouver d'autres substances efficaces, la situation de ces entreprises se dégrade au point que leur survie économique est rapidement menacée. En effet, par ce biais les grands groupes pharmaceutiques transfèrent la recherche à ces entreprises de biotechnologie qui en assument l'entière responsabilité.

D'autre part, si elles acquièrent de la notoriété dans la branche, elles sont rapidement convoitées par de grandes entreprises. Ceci fut le cas avec les entreprises Chiron (USA) et Serono (Suisse).

Dans beaucoup de pays industrialisés, la modification génétique de plantes qui pénètrent ensuite dans la chaîne alimentaire fait l'objet de farouches oppositions. Ainsi, l'UE a interdit l'importation de végétaux génétiquement modifiés tels que le soja, le riz ou les céréales. Les plantes génétiquement modifiées n'arriveront sans doute pas à juguler la famine dans le monde, mais par le biais d'un enrichissement ciblé des plantes vivrières par des nutriments importants, la situation alimentaire pourrait être améliorée. La culture de plantes génétiquement modifiées capables de résister aux attaques des organismes nuisibles et aux maladies fongiques permettrait de réduire l'utilisation de pesticides, ce qui recèle certains avantages pour l'environnement et les salariés agricoles travaillant dans ces champs en question.

Pourtant, le scepticisme continue à dominer et l'on craint que ces denrées alimentaires ne recèlent de nouveaux risques pour la santé si elles sont consommées. Etant donné que dans d'autres parties du monde, en particulier sur les deux continents américains, ces plantes génétiquement modifiées sont cultivées à grande échelle et intégrées dans la chaîne alimentaire, des risques pour la santé devraient se manifester plus rapidement. Or jusqu'à présent, aucun rapport à ce sujet n'est toutefois disponible.

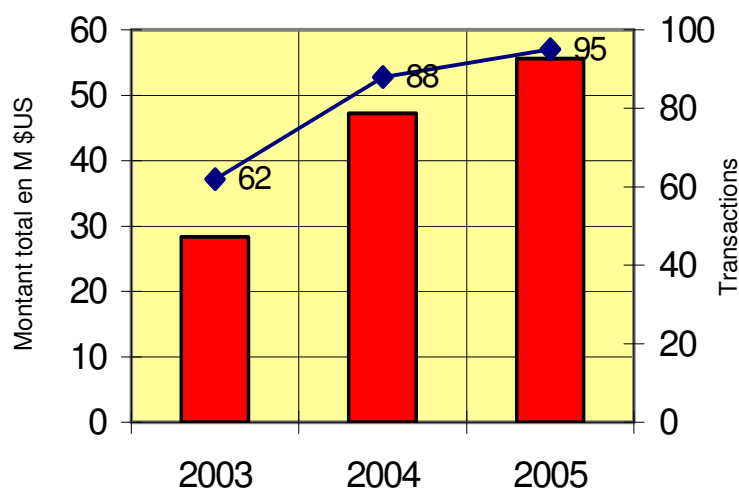
### 3. Défis pour les organisations syndicales

Les changements qui se produisent au niveau mondial et les profondes modifications de la division internationale du travail qui en découle touchent plus particulièrement un secteur d'activités tel que l'industrie chimique, qui a d'ores et déjà des ramifications mondiales très poussées.

Il en résulte des défis particuliers pour les salariés et leurs organisations syndicales. Le présent chapitre est consacré à la description et à l'analyse des plus importants.

#### 3.1 Fusions et acquisitions d'entreprises

Au cours des dernières années, le nombre de fusions et d'acquisitions d'entreprises a fortement augmenté. Une étude réalisée par PriceWaterhouseCooper (PwC) (« Chemicals Compounds ») a analysé les transactions d'entreprises d'une valeur supérieure à 50 M \$US au cours des dernières années. En voici le résultat :



Les dépenses globales portant sur toutes les transactions réalisées jusqu'en 2005 étaient de 55,6 Md \$ US. Par contre, rien qu'au cours du premier semestre 2006, ce montant a été dépassé pour atteindre la somme de 58 Md \$ US.

Les montants engagés par transaction ont augmenté de manière vertigineuse : en 2003, la valeur de la transaction la plus importante se chiffrait à 4,4 Md \$ US (acquisition d'Ondeo Nalco). En 2005, la fusion entre Innoven et INEOD a déjà coûté 9 Md \$ US. L'acquisition la plus chère de l'année en cours est celle du groupe BOC par Linde AG pour une valeur de 17,1 Md \$ US.

En termes de volumes de transactions, quelques 46 % des fusions ont été réalisées en Europe occidentale au cours des trois dernières années. Les Etats-Unis talonnent la talonnent avec 41 %.

Les secteurs concernés n'ont jamais été les mêmes. Au début, la plus grande partie des acquisitions a été réalisée dans le domaine de la chimie fine et des spécialités chimiques. En 2005, ce fut au tour de la chimie de base d'être atteinte par ce phénomène. En même temps, on note aussi une augmentation du nombre d'acquisition effectuées par des fonds de placement.

Tous les chiffres disponibles montrent que ce mouvement de consolidation en cours dans l'industrie chimique et pharmaceutique va se poursuivre. Aussi sera-t-il d'autant plus important que les organisations syndicales s'impliquent aussi prématurément que possible dans le processus d'acquisition ou de cession de branches d'activités. Ceci leur permettra de mieux protéger les salariés contre les effets négatifs de telles transactions.

Cette question se prête de manière idéale à l'organisation d'un échange d'expériences au niveau international, dans le but de mieux coordonner les actions syndicales et de développer différents modes d'influence. Le regain d'activités de la part de groupes indiens ou sud-africains en matière d'acquisitions montre qu'un tel échange d'expériences ne sera pas une discussion à sens unique, mais un thème à dimensions mondiales.

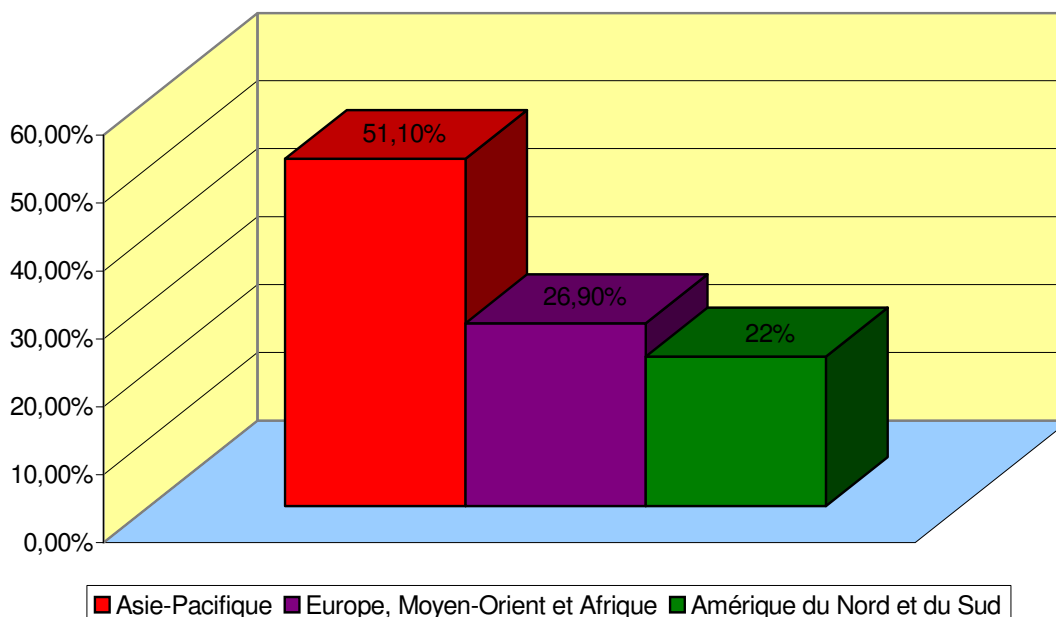
Déjà en janvier 2005, Simon Smith (Celerant Consulting) souligna, dans un article publié dans le *European Chemical News*, que plus de la moitié des fusions ou acquisitions ont détruit plus de valeur qu'elles n'en ont créées. Dans la plupart des cas, ceci entraîne des suppressions d'emplois dans les nouvelles entreprises, suppressions qui n'auraient pas été nécessaires s'il n'y avait pas eu fusion ! Ceci est aussi un argument que les organisations syndicales devraient invoquer en discutant avec les employeurs.

### 3.2 Les prévisions : des marchés différents – des emplois différents

Les investissements dans les nouveaux équipements sont de plus en plus dirigés vers des régions à forte croissance du monde arabe ou d'Asie, notamment en Chine et en Inde. Voici quelques chiffres qui étayent ceci.

Selon une étude réalisée par IBM (in : *Chemical Week* – 21 septembre 2005), au cours du premier semestre 2005 les investissements de l'industrie chimique se répartissent comme suit :

Projets de l'industrie chimie, répartition régionale



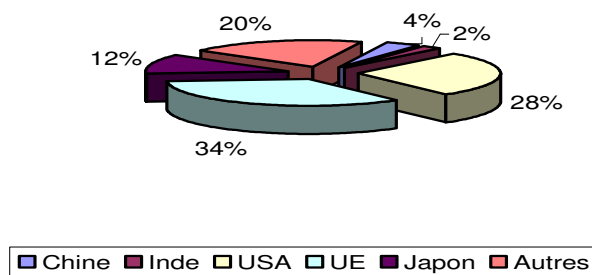
En ce qui concerne le domaine de la recherche et du développement, il est surprenant de constater que la situation est similaire, à savoir Asie-Pacifique 49 %, Europe/Moyen-Orient/Afrique 28 % et les deux continents américains 23 %.

Dans un premier temps, l'augmentation du niveau de vie dans ces régions entraîne une augmentation de la demande en biens de consommation et de services que les populations ne pouvaient pas acquérir jusqu'à présent. Pour cette raison, l'industrie fournit tout d'abord des marchés nouveaux et développés. Si l'évolution démographique se poursuit au même rythme qu'aujourd'hui, en 2050 la moitié de la population mondiale vivra en Chine et en Inde!

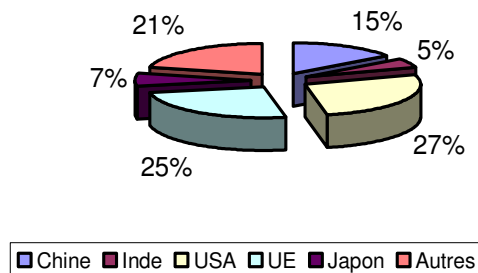
Toutefois, compte tenu d'une population relativement jeune avec une importante main-d'œuvre bien qualifiée, beaucoup d'entreprises se posent la question de savoir si l'Asie ne constitue pas pour eux une meilleure base industrielle que par exemple une Europe fortement vieillissante. En raison des prix de transport extrêmement bas, on peut, déjà aujourd'hui, produire à n'importe quel endroit au monde et desservir les autres régions – en faisant abstraction d'autres critères tels que le flux tendu, système qui nécessite une chaîne d'approvisionnement capable de réagir à court terme et de respecter les délais.

Le développement à long terme montre que la part de l'Inde et de la Chine aux performances économiques vont augmenter en termes absolus et relatifs :

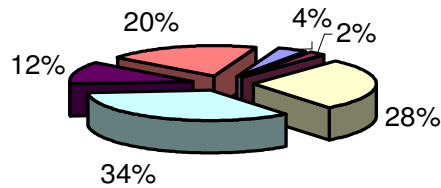
2004



2025



2004



■ Chine ■ Inde ■ USA ■ UE ■ Japon ■ Autres

Source: UN, Deutsche Bank Research, Die ZEIT et Wirtschaftswoche

Ces hypothèses s'appliquent aussi à l'industrie chimique. Ainsi, dans sa publication « Horizon 2015 », le conseil européen des fédérations de l'industrie chimique (CEFIC) attire l'attention sur le fait qu'en 2002 l'Europe contrôlait 28 % du marché mondial, l'industrie chimique américaine stagnait à juste 26 %, l'Asie, Japon exclu, arrivait à presque 24 % - comparé à un infime 13 % en 1990, avec une part du Japon tombée en-dessous de 10 %.

Selon les analyses du CEFIC, l'industrie chimique européenne perdra son rôle de leader d'ici 2015 et sera en mesure de maintenir 16 voire 23 % du marché mondial, en fonction des prévisions.

Un autre exemple confirme cette évolution: il s'agit de l'augmentation des bénéfices de l'industrie pétrolière et chimique chinoise qui, en 2005 étaient d'environ 370,79 RMB, c'est-à-dire une hausse de 32,3 % par rapport aux bénéfices de 2004 !

En outre, aujourd'hui déjà, 30 % de tous les investissements dans l'industrie chimique sont destinés à la Chine, ce qui représentait dans la période entre 2002 et 2005 plus de 120 Md \$ US d'investissements directs (in ICIS Chemical Business, 11 – 17 septembre 2006).

Pourtant cette évolution au niveau des parts de marché représente aussi un défi pour les organisations syndicales, car pour toutes ces raisons le nombre d'emplois en Europe continuera à baisser. Les multinationales construisent leurs usines dans toutes les régions du monde, mais les salariés ne peuvent pas les suivre. D'autre part, des emplois bien rémunérés sont créés dans des régions jusqu'à présent pauvres.

En raison de cette évolution, la solidarité syndicale mondiale est aussi confrontée à de nouvelles tâches. Est-il concevable que les syndicats du siège de la multinationale en question assistent et appuient les salariés en Chine par exemple s'ils souhaitent constituer des syndicats démocratiques dépassant le cadre de cette entreprise multinationale? Est-ce que l'on peut aussi fournir une aide aux syndicats indiens qui essaient de renforcer leurs structures pour être plus efficaces, à l'instar de ce qui a partiellement réussi en Amérique latine dans les années 80 ?

Hormis en Chine, les premières phases de transformation non complexes de l'industrie pétrochimique telles que le PE et le PP continuent à être renforcées au Moyen-Orient (Arabie saoudite, Koweït, Iran, Abu Dhabi).

Par ailleurs, l'Inde devient de plus en plus une base mondiale pour la production de principes actifs dans le secteur pharmaceutique.

Pourtant, à côté de ces perspectives régionales hétérogènes de croissance économique et les créations de nouveaux emplois dans des domaines conventionnels réservés jusqu'à présent à l'Europe, à l'Amérique ou au Japon, les organisations syndicales doivent suivre attentivement l'émergence et l'évolution d'autres formes d'organisation du travail.

*Entre temps, pratiquement partout au monde la part des salariés embauchés à durée illimitée est en diminution. A leur place, on a recours à des salariés à contrat à durée déterminée ou à des intérimaires. La propagation des conditions de travail précaires, même dans des secteurs d'activités prospères, est un phénomène mondial qui ne se limite pas uniquement aux pays à salaires élevés. C'est précisément pour cette raison que l'ICEM a lancé un projet sur cette question.*

*Dans la plupart des cas, les salariés avec un contrat à durée déterminée et les intérimaires bénéficient de salaires inférieurs et de moins de prestations complémentaires conventionnelles que les salariés fixes. En outre, leurs emplois sont beaucoup moins sûrs. Dans beaucoup de pays, les organisations syndicales ne sont pas en mesure de syndiquer et de défendre les intérêts de cette catégorie de salariés. Toutes organisations affiliées à l'ICEM ainsi que les autres fédérations syndicales mondiales doivent ensemble redoubler d'efforts pour mettre un frein à la remise en question et au démantèlement des droits des salariés et de leurs organisations syndicales au sein de leurs entreprises respectives.*

### **3.3 Dialogue social en Europe / EMCEF et ECEG**

La législation de l'Union européenne (UE) prévoit la possibilité de mettre en place un dialogue social institutionnalisé entre les organisations syndicales et les associations patronales.

Après que l'EMCEF, organisation européenne jumelle de l'ICEM, eût, dans un premier temps, œuvré en faveur de la constitution d'un interlocuteur du côté des employeurs de l'industrie chimique, elle compte dorénavant un interlocuteur qui représente les employeurs, à savoir le Groupe européen des employeurs de l'industrie chimique (ECEG).

Dans leur déclaration commune d'avril 2005, les deux parties se sont engagées à poursuivre leurs efforts dans des domaines tels que la formation professionnelle, la formation continue et la formation tout au long de la vie. Elles se sont aussi engagées à soumettre leurs revendications en la matière aux responsables chargés de la politique de formation au sein de l'UE.

*A l'échelon international, il n'existe aucune règle contraignante permettant de mener un tel dialogue, ni aucune « fédération patronale mondiale de la chimie ». Pourtant, il faudrait néanmoins tenter d'engager un débat avec les représentants d'entreprises européens qui ont eu des expériences positives avec le dialogue social européen et mettre en place des forums de discussion consacrés aux thèmes importants.*

## **4. Les organisations syndicales organisent la solidarité mondiale**

Les organisations syndicales ne sont pas uniquement confrontées à des défis. Elles ont aussi toujours été capables de défendre de différentes manières les intérêts de leurs membres, plus particulièrement lorsqu'il s'agit d'aider des salariés et les syndicats quelque soit l'endroit au monde et chaque fois que cela est nécessaire.

*Cela fait longtemps que cette forme de solidarité n'est plus une voie à sens unique. Dans le chapitre qui suit, nous décrivons les instruments que l'ICEM a développés jusqu'à présent et comment ces instruments fonctionnent. Ceci montre aussi clairement que nous sommes tenus de solliciter beaucoup plus d'entreprises encore pour les inciter à conclure des accords mondiaux avec nous. En même temps, il nous faudra aussi perfectionner les instruments déjà opérationnels et leur donner de plus en plus de poids.*

Ainsi, le Secrétariat a établi un fichier contenant toutes les adresses et coordonnées des établissements de Rhodia. On a interrogé les organisations dans le but de savoir si elles comptent des représentants sur les sites de leur pays. Malheureusement, uniquement 20 % des organisations interrogées ont répondu.

Les actions de solidarité menées par l'ICEM dans l'industrie chimique, figurant à la fin du présent rapport, montrent qu'au niveau individuel, c'est-à-dire au cas par cas, la communication a fonctionné et que des luttes ont pu être gagnées.

### **4.1. Accord mondial : Rhodia, France**

Cet accord conclu avec Rhodia a été signé en février 2005. Entre temps, la direction du groupe a fait savoir à l'ICEM qu'elle souhaiterait compléter cet accord et participer à des activités communes. Le Secrétariat donnera suite à cette demande en 2007 et chaque fois qu'il s'agira d'activités régionales, les organisations affiliées à l'ICEM y seront intégrées d'emblée.

### **4.2 Réseaux syndicaux mondiaux**

Dans les cas où les entreprises multinationales rechignent à conclure un accord mondial avec l'ICEM et que les syndicats concernés souhaitent engager une coopération au niveau international, l'ICEM fournit de l'assistance pour la création et l'organisation d'un réseau syndical mondial.

A cet égard, le ou les syndicats du pays du siège du groupe en question assument une responsabilité particulière. C'est à eux que revient la fonction de coordination de la communication et de la diffusion d'informations à tous les membres du réseau.

Un autre réseau, qui n'est pas présenté de manière circonstanciée dans le présent rapport, est en train d'être mis en place. Ainsi, l'IG BCE d'Allemagne a engagé une coopération bilatérale avec les syndicats du Brésil dans le but d'y créer un réseau Bayer. Dans une phase consécutive, on souhaite, en commun avec l'ICEM, élargir ce réseau à l'ensemble des pays de l'Amérique latine.

#### **4.2.1 BASF**

Ce réseau a opté pour une approche différente de celle des autres. Ainsi, avec l'appui de l'IG BCE, on a créé dans un premier temps un réseau régional pour

l'Amérique latine (1999). Une année après, un autre réseau pour la région Asie-Pacifique a été mis en place.

Ces réseaux régionaux se rencontrent une fois tous les deux ans. Les délégués d'entreprises et les représentants syndicaux formulent leurs thèmes et problèmes importants. Ils discutent ensuite de leurs suggestions et réclamations avec des représentants des directions régionales et de la direction générale. Ensuite, les deux parties adoptent un plan de travail pour les années à venir.

*Dorénavant, ces deux réseaux fonctionnent bien. Pour l'avenir il se pose toutefois la question de savoir dans quelle mesure on réussira aussi à créer des réseaux similaires pour d'autres régions.*

#### **4.2.2 DuPont**

Les syndicats américains ont une longue histoire avec la direction générale de ce groupe. A l'heure actuelle, DuPont est le seul groupe chimique américain qui a signé le Pacte Mondial des Nations Unies. Dans le rapport qu'il faut soumettre aux Nations Unies, la direction générale souligne sans vergogne qu'elle respecte ses salariés et qu'elle est convaincue que les organisations syndicales sont superflues. (Il faut savoir que la signature du Pacte Mondial implique le respect des conventions de base de l'OIT, à savoir la liberté d'association et le droit de mener des négociations collectives).

Dans le but d'améliorer la communication avec les syndicats dans d'autres régions du monde, l'USW américaine a demandé à l'ICEM de fournir de l'assistance lors de la création du réseau syndical. Une première rencontre entre des syndicalistes européens, brésiliens et américains a été organisée en mars 2006 à Bruxelles.

Au cours de cette rencontre, le réseau a été mis en place. Depuis lors, de nombreux échanges d'informations ont été effectués par courrier électronique. C'est aussi dans ce contexte qu'une rencontre bilatérale entre l'USW et la CNQ-CUT a été organisée au cours d'une visite de deux sites de production de DuPont au Brésil.

#### **4.2.3 Novartis**

Le réseau Novartis a été créé en 2001. Jusqu'à présent, c'est unique réseau dans le secteur pharmaceutique. Le syndicat suisse UNIA en assure la coordination. Depuis quelques années, la fréquence des contacts entre les membres a quelque peu diminué.

Mais en même temps, on a manifesté de l'intérêt pour réactiver ce réseau, notamment lors de la dernière conférence pharmaceutique de l'ICEM en avril 2004 à Tokyo.

A cet effet, le Responsable du secteur au Secrétariat de l'ICEM a eu un premier entretien avec Roland Conus, coordinateur du réseau, le syndicat UNIA, le président du conseil d'entreprise de Novartis à Bâle et Bernd Körner, membre du comité d'entreprise européen. On profitera de la conférence mondiale pour réunir toutes les parties intéressées en vue d'approfondir les contacts.

#### **4.2.4 Réseau de l'industrie pharmaceutique**

Lors de la dernière conférence mondiale de l'industrie chimique et pharmaceutique à Bangkok en 2001, on a adopté un plan d'action qui prévoit la création d'un réseau pharmaceutique dans le cadre duquel les syndicats concernés de l'ICEM se réuniront une fois tous les deux ans. Après une première réunion fructueuse en 2004 à Tokyo, on n'a malheureusement pas réussi à organiser une autre rencontre. Lors de la prochaine conférence mondiale, il s'agira de poursuivre les discussions pour remédier à ce problème.

#### **4.3 Actions de solidarité**

##### *Thaïlande : Thai Industrial Gases (septembre 2006)*

Thai Industrial Gases est une filiale du groupe britannique BOC. Depuis 2004, la direction de cette filiale refuse d'engager des négociations contractuelles avec les délégués syndicaux de l'entreprise. De surcroît, deux militants syndicaux de l'établissement ont été illégalement licenciés.

Grâce à l'appui du TGWU, le syndicat britannique représentatif dans le secteur et affilié de l'ICEM et à l'intervention sur le terrain à Bangkok de Fred Higgs, Secrétaire général de l'ICEM, on a pu obtenir la réintégration des deux militants syndicaux licenciés et l'engagement de la part de la direction locale d'entamer des négociations salariales dignes de ce nom.

##### *Chine : Gold Peak (septembre 2006)*

Gold Peak Industrial Holding est une société multinationale qui produit des batteries. Toutes ses unités de production se trouvent en Chine, mais la production est distribuée dans le monde entier. Depuis deux ans, des salariés chinois travaillant dans la production sont contaminés au cadmium et tombent gravement malades. Jusqu'à présent, la direction du groupe a refusé d'accorder aux victimes une aide pour couvrir leurs frais médicaux. Elle a aussi rejeté toute forme de paiement d'indemnités aux victimes.

A l'occasion de la dernière assemblée générale annuelle des actionnaires, les secrétaires généraux de la CISL, la FIOM et de l'ICEM ont adressé plusieurs lettres au président directeur général du groupe pour l'enjoindre de changer de politique et de permettre aux victimes d'obtenir ce dont elles ont droit.

##### *Etats-Unis : Medco Health Solutions (avril 2006)*

Medco possède à Las Vegas un centre de distribution par voie postale de médicaments délivrés sur ordonnance. Les syndicats nord-américains qui ont souscrit une assurance-maladie pour leurs adhérents font partie des clients de ce groupe. Ceci n'a pas empêché la direction locale de réduire illégalement les prestations en matière de soins de santé aux 500 salariés. Cette mesure fut même suivie d'un lock-out.

L'ICEM a écrit au président directeur général pour exiger que les salariés puissent à nouveau retourner à leur travail et que les négociations conventionnelles avec le syndicat USW soient poursuivies de manière sérieuse et honnête. Après quelques semaines, l'affilié américain de l'ICEM a pu résoudre le conflit de manière positive pour les salariés.

#### *Etats-Unis : Cognis (février 2006)*

Il y a un an, ce groupe multinational allemand a décidé de créer une joint-venture avec le groupe malais Golden Hope pour lui confier ses activités dans le domaine de l'oléochimie. Une partie des activités du site de Cincinnati, Ohio en est concernée. Le syndicat local de l'USW avait l'intention de négocier une convention transitoire. Toutefois, ces négociations échouèrent en raison de l'intransigeance de la direction locale. Les militants syndicaux concernés réagirent et se sont mis en grève. Cette grève dure depuis plus d'un an.

L'ICEM a écrit au président directeur général du groupe Cognis ainsi qu'aux organisations membres pour demander à ces dernières d'envoyer elles-aussi des lettres de protestation à l'entreprise.

#### *Canada : Investa (octobre 2005)*

Le SCEP, un affilié canadien de l'ICEM, était en train de lever son mot d'ordre de grève dans une usine de fibres de nylon dans la province de l'Ontario lorsque la direction locale refusa d'accepter l'entière réintégration des militants grévistes dans l'usine. L'ICEM envoya des lettres de protestation au président directeur général ainsi qu'au groupe Koch Industries, actionnaire majoritaire de cette entreprise. Un peu plus tard, ce conflit a pu être résolu.

#### *Etats-Unis : Celanese (septembre 2005)*

Les négociations collectives annuelles du site de Celanese à Meredosia dans l'Illinois furent entamées dans un contexte particulièrement défavorable. Dans un premier temps, la direction locale exigea des salariés, représentés par l'IBB, d'accepter une réduction salariale de 20 à 40 %. Etant donné qu'elle n'a pas immédiatement obtenu gain de cause, elle imposa un lock-out à l'ensemble du personnel de l'établissement. L'ICEM a été chargée de contacter les autres organisations syndicales qui couvrent aussi des sites de ce groupe pour les informer du chantage indigne dont est victime l'organisation locale.

#### *Irlande : Gerard Laboratories (août 2005)*

Gerard Laboratories est une filiale du groupe pharmaceutique allemand Merck KGaA. Dans son unité de Dublin, la direction a mis en œuvre tous les moyens dont elle disposait pour empêcher le SIPTU, le syndicat compétent de ce secteur, de syndiquer les salariés de l'établissement. Un arrêt du tribunal a ordonné à la direction irlandaise d'augmenter les salaires, de respecter le maintien du salaire en cas de maladie et d'accepter les organisations syndicales en tant que représentants légitimes des salariés. L'ICEM a organisé les contacts avec le comité d'entreprise européen de Merck KGaA en lui demandant d'intervenir dans cette affaire.

#### *Turquie : Jotun (avril 2005)*

Le groupe norvégien Jotun possède une usine de peintures à Cerkeznoy, en Turquie. Dans le but d'affaiblir le syndicat de l'entreprise, la direction de l'établissement a eu recours à différents artifices et, lors d'un conflit salarial, elle a licencié 45 militants du syndicat Petrol-IS. Le Secrétariat de l'ICEM est intervenu pour organiser les contacts entre le Norsk Kjemisk Industriarbeiderforbund NKI, le syndicat de la chimie de Norvège, et le syndicat turc Petrol-Is.

L'ICEM et le NKI ont alerté les médias norvégiens. De ce fait, des représentants de la direction norvégienne se sont rendus en Turquie pour participer directement aux négociations. Ainsi, le conflit salarial a pu être réglé de manière positive. La réintégration, ainsi que l'indemnisation financière des militants syndicaux licenciés ont été obtenues. De plus, Jotun Toz Boya Fabrikasi est devenu membre de la fédération patronale turque de la chimie (KIPLAS).

*Serbie : Gouvernement de la Serbie-Monténégro (juin 2004)*

Par un acte de mépris flagrant des droits syndicaux, le gouvernement de la Serbie-Monténégro a fait arrêter les responsables du syndicat de la chimie, de l'énergie et des mines pour les interroger sur les négociations collectives et les plans de privatisation de Actavis, un groupe islandais produisant des médicaments génériques.

L'ICEM a envoyé des lettres de protestation aux ministres compétents avec copies aux responsables des syndicats islandais. En outre, tous les organisations membres ont été priées d'envoyer elles-aussi des lettres de protestation au gouvernement serbe.

*Etats-Unis : Continental Carbon (mai 2003)*

Continental Carbon est une filiale du groupe taïwanais Synthetic Rubber Corp. Elle produit des suies pour l'industrie pneumatique. A partir de mai 2001, l'usine de Ponca City, Oklahoma, était en conflit avec la direction. Celle-ci avait imposé le lock-out à tous les salariés parce que, appuyés par leur syndicat PACE, ils avaient refusé d'accepter la proposition patronale de baisse des salaires de 30 %.

Le Secrétaire général de l'ICEM a écrit à plusieurs reprises au président directeur général du groupe, qui n'a même pas daigné répondre. Des syndicalistes nord-américains se sont même rendus à Taïpei pour participer à une assemblée générale des actionnaires et ont entamé une grève de la faim. C'est uniquement en décembre 2004 que ce conflit a pu être réglé définitivement.